

Voici le contenu des contrats de voleur que la France impose à ses ex colonies africaines :

- Les aides allouées au titre de l'aide au développement seront prioritairement utilisées, sans appel d'offre, avec des entreprises françaises. *(Mais le capital et les intérêts seront payés par le pays concerné !)
- **Le président élu n'interviendra aucunement** dans les affaires financières, militaires et minières de son pays, au risque de ne pas voir la fin de la journée !*
- Robert M. témoigne : Les appels à intervention armée de la France étaient présignés et non datés. Pratique !! **
- Les finances de l'Etat seront déposées en France, où est imprimé le Franc CFA, géré par la France. * Etc...

Peut-il exister une démocratie digne de ce nom avec un tel carcan ?

Le représentant du Burkina Faso vient de déclarer publiquement à l'ONU : « Tout cela est terminé ! »

Le vent a tourné, la roue de l'Histoire est en marche. Niger, Mali aussi. Les colonialistes ont dû reculer.

Les années 2020 resteront comme celles où les pays africains ont engagé le deuxième temps de leur indépendance et retrouvent une fierté historique, leur langue et leur monnaie. Gloire à ces peuples.

Patrick P.

Les communistes rémois les assurent de leur solidarité.

Références :

Vidéo : * Dr Aribana Chihombori Quao, ex-Ambassadrice de l'Union Africaine à Washington - <https://youtu.be/NjBfkekZQ7Q>

Vidéo : Discours de M. Bassolma Bazié ministre du Burkina Faso à l'ONU <https://www.youtube.com/watch?v=BCoa5CuINy4>

** ROBERT Maurice- Ministre de l'Afrique. Seuil. 2004.

HOUDIN Bernard - Les Ouattara. Une imposture ivoirienne. Ed. du Moment. 2015.

ZIEGLER Jean : L'empire de la honte.

Livre de poche. 2011.

GRANDVAUD Raphael - MAUGER David : Un pompier pyromane. Agone. 2018.



Nettoyage ethnique au Haut-Karabakh

Des milliers de personnes fuyant le Haut-Karabakh, formant un embouteillage de près de 100 kilomètres de voitures. L'image semblait inimaginable au XXI siècle, et pourtant elle se déroulait sous nos yeux : tout un Peuple prenait la route de l'exode pour échapper à un massacre. En une semaine, la République d'Artsakh s'était vidée de ses habitants.

Ce territoire majoritairement peuplé d'Arméniens avait proclamé son indépendance à la suite d'un référendum lors de l'éclatement de l'URSS. Il avait fallu une première guerre contre l'Azerbaïdjan pour que cette indépendance devienne effective, à défaut d'être reconnue internationalement.

Le conflit a repris à l'initiative de Bakou, avec l'appui de son allié turc et le soutien logistique d'Israël. Le cessez-le-feu sous égide russe avait abouti à l'annexion par l'Azerbaïdjan d'une bonne partie de la République d'Artsakh. En septembre 2023, il n'a fallu que quelques heures pour assurer la victoire de l'Azerbaïdjan.

La Russie, payant l'ambiguïté de Poutine a l'égard d'Erdogan et absorbée par son conflit en Ukraine, s'est trouvée incapable de tenir son rôle de protecteur des arméniens.

Quant à l'Union Européenne, à peine s'est-elle fendu d'une déclaration attristée : sa dépendance au gaz azéri s'étant accru suite au conflit en Ukraine, elle n'a aucune envie de froisser son partenaire, quand bien même ce dernier a les mains couvertes de sang.

Le gouvernement autocratique d'Azerbaïdjan a les mains libres pour procéder à un véritable nettoyage ethnique. Malgré ces promesses de préserver la population arménienne, la rhétorique ultra-nationaliste et les rumeurs de massacres racontent une autre histoire. L'Arménie elle-même pourrait rapidement voir son intégrité territoriale menacée, le gouvernement azéri lorgnant sur le sud du pays qui lui permettrait une continuité territoriale avec son allié turc.

Notre solidarité va aux populations chassées de chez elle. Nous réitérons la demande du Parti Communiste : la reconnaissance de l'indépendance par la France de la République d'Artsakh. Sa population, actuellement réfugiée en Arménie, a le droit de revenir sur ses terres et d'accéder à l'autodétermination qu'elle réclame de ses vœux depuis si longtemps. **Il est plus que temps que l'ONU joue son rôle** : celui de désamorcer les conflits et de protéger les intérêts de tous les peuples.

Cédric C.

Communes

Nouvelle édition Reims en Commun

Janvier 2023

Parti Communiste Français
25 rue des Poissonniers,
51100 REIMS
06.23.78.39.55
fede@pcf-marne.fr
www.pcf-marne.fr
n°19 - ISSN : 1968 - 7915

ON N'ÂCHE RIEN !

L'heure est à la révolte contre l'injustice.

Actuellement des centaines de syndicalistes CGT sont convoqués en justice suite à leur participation à la lutte contre la casse des retraites.

Cette répression vise à décourager la participation aux luttes sociales et à empêcher chaque personne, chaque militant.e, chaque salarié.e, chaque personne précaire, chaque syndiquée d'exprimer son mécontentement, si ce n'est sa rage.

Nous l'avons constaté dans la Marne avec l'acharnement qu'a subi l'inspecteur du travail Anthony Smith. Et ce même acharnement continue encore et toujours contre, cette fois, notre camarade de la CGT Sabine Duménil. Tout cela pour avoir très justement défendu Anthony Smith et avoir voulu faire valoir ses droits syndicaux.

49-3 contre les élus, répression contre les syndicalistes, violences policières contre les manifestant(e)s, attaques contre la presse, la macronie utilise tout l'arsenal possible pour brider le mécontentement.

Une inflation croissante, des indemnités chômage peau de chagrin, des retraites dignes qui s'éloignent, des liquidations d'entreprises (Valdunes. Marelli, Akwell.) qui continuent, des jeunes sans avenir, des établissements scolaires délabrés, des AESH sous-payées et en nombre grandement insuffisant, un manque d'enseignantes plus qu'alarmant puisqu'il en manque au moins un dans la moitié des collèges et des lycées, Le manque de personnel pédagogique entraîne des drames comme ces suicides d'adolescentes harcelées.

C'est donc pour toutes ces raisons que le PCF vous appelle à participer massivement aux mobilisations à venir : pour les salaires, pour le principe « à travail égal, salaire égal », puis à l'avenir pour lutter contre ce gouvernement qui nous prépare un nouveau plan d'austérité de 16 milliards d'euros tout en s'attaquant aux personnes privées d'emploi pendant que les dividendes des actionnaires explosent ! Des luttes victorieuses sont possibles, à l'exemple des salarié.e-s de Vertbaudet ou de Findus à Boulogne-sur-Mer.

Ainsi, les communistes seront là pour faire valoir de nouveaux droits pour les travailleurs et les travailleuses et leurs représentant.e-s, pour une **Sécurité de l'emploi et de la formation** tout au long de la carrière, pour l'abrogation des réformes de l'assurance-chômage et des retraites.

La situation sociale est dramatique et nous appelons à l'**Union des forces de gauche pour une politique de progrès social** ; Union qui doit se faire dans l'égalité et le respect de chaque organisation.

Zoé D.



SOMMAIRE

- **ON N'ÂCHE RIEN !** p.1

FRANCE SOCIÉTÉ

- Violences Policières p.2
- Bacs Pro p.2

CULTURE

- *Barbie*, quel engagement... p.3

INTERNATIONAL

- L'Afrique francophone se révolte ! p.4
- Nettoyage ethnique au Haut-Karabakh p.4

Barbie, quel engagement...

Avec la somme astronomique de 1.36 milliards de recettes, Barbie devient la patronne de Warner Bros en devenant le film le plus rentable du studio.

De tout âge, en tout lieu, les femmes du monde occidental se sont réjouies: "Enfin une critique féministe au cinéma !" Toutes vêtues de rose pour voir Margot Robbie, **la déception fut de taille**, et à juste titre.

Entre 2012 et 2014, les ventes de Barbie se sont effondrées de 20% sur le marché mondial. Les jeunes parents des générations 80 à 90 se sont rendus donc compte de l'image d'une poupée au corps "parfait", hyper-féminine et sexuelle sur les enfants. La réponse de l'entreprise fut de lancer une gamme de Barbie inclusives, celle du prolétariat, de ne pas les acheter, considérant le prix exorbitant d'une poupée, entre 15 et 45 € ! 2023 fut le coup de grâce, l'ultime tentative marketing de Mattel : le film Barbie.

Vendu comme une critique du patriarcat, le public trouve une ode à la couleur rose et au féminisme libéral. La grossièreté du prétendu engagement féministe de Barbie fait grincer des dents, et **semble rire ouvertement au nez de Clara Zetkin et Louise Michel**. Gerwig enfonce des portes déjà ouvertes pour continuer de valser dans le féminisme acceptable par le grand capital.

La réplique qu'on retient souvent est celle dictée par America Ferrera: une rapide revue sur le culte du corps, la difficulté des doubles standards, la souffrance provoquée par les VSS, entre autres. On nous propose une salade de sujets non approfondis, sans réelle perspective de lutte ou réflexion. **Phénomène malheureux**, car les médias contemporains regorgent de ces monologues : Fleabag (2016) nous confronte au rapport au corps féminin avec la douleur inhérente à nos êtres : "La douleur fait partie intégrante de la femme", se terminant par la libération qu'est la ménopause s'avérant traduire le fardeau social que d'être perçue comme une "vieille femme".

In fine, **peindre Barbie de Greta Gerwig en film féministe, c'est ériger Captain America en figure de lutte contre l'impérialisme américain**. Nous devons soutenir la production de médias réellement féministes, sans la patte libérale d'Hollywood, teintant leur caractère intrinsèquement politique. Le monde du cinéma ne manque pas d'œuvres soulevant nombre de questionnements sur la place, la condition, le rôle des femmes socialement. Ne manquons pas de curiosité et approfondissons nos réflexions par le 7e art.

Communes vous propose une liste non-exhaustive de visionnages féministes que voici :

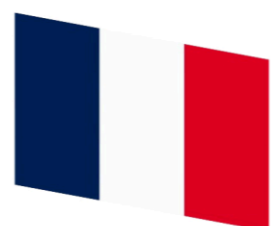
- Portrait d'une Jeune Fille en Feu (2019) : lesbianisme, histoire, critique du mariage.
- Fleabag (2016) : relation entre sœurs, sexualité féminine, relation avec la religion.
- Mustang (2015) : Moyen-Orient, sexualisation de la femme, amitiés féminines.
- Frida (2002) : portrait d'une artiste, rapport au corps, engagement politique.
- Battle of the Sexes (2017) : rivalité sportive, double standards.



PAIX EN PALESTINE !

Application immédiate des résolutions de l'ONU sous menaces de sanction économiques totales

STOP APARTHEID



Anna L.

Analyse de la volonté du gouvernement concernant les BAC pro. au travers du discours d'E. Macron :

Après les apprentissages, c'est aux bacs professionnels que s'attaque le gouvernement Macron. Ces baccalauréats aujourd'hui qualifiés de "voie par défaut", à savoir : 40% des élèves en lycée pro. ont une maîtrise fragile, ou insuffisante de la lecture ; seront selon le gouvernement remaniés en "voie par choix". Mais comment imposer le "choix" aux élèves ? Nos gouvernements ont décidés de laisser toute une partie de la jeunesse s'éloigner plus encore de l'éducation.

RECRUTEMENT, RACINE DU MAL

« **Police partout, justice nulle part** » prononçait Victor Hugo devant l'Assemblée nationale en 1851. Ce slogan mythique fût également scandé par des foules ces derniers mois. Si les temps ont bien changé entre ces deux époques, un problème subsiste actuellement, celui de la police et des actes violents qui trop souvent ne trouvent aucunes justifications d'un point de vue légal.

Si le racisme systémique ne peut exister, il est clair et évident qu'il y a un problème de racisme au sein de la police. **Le défenseur des droits Jacques Toubon souligne** que les jeunes issus de minorités ethniques, noirs ou arabes, ont **une probabilité 20 fois plus élevée que les autres d'être contrôlés**. Toutefois ce constat ne trouve aucun écho dans l'institution directement responsable à savoir la police nationale dont la hiérarchie ne cesse de faire l'autruche. Même le sénateur de droite Henri Leroy affirme que « La police est atteinte d'un cancer en phase terminale ».

Alors que faire ? Avant de tenter de résoudre un problème qui gangrène depuis trop longtemps les institutions républicaines, il faut comprendre d'où vient ce problème. Et ce problème commence par le commencement, le recrutement.

L'ex gendarme Henri Leroy alertait en novembre 2019 sur l'appauvrissement inquiétants des viviers de recrutement alors qu'en dix ans le nombre annuel d'élèves gardiens de la paix a bondi de 450 en 2010 à 3 700 en 2021. Devons-nous en vouloir au bas de l'échelle ou à ceux qui la commandent ? Rappelons que le concours de la police est nettement moins sélectif. En effet afin d'être admis il suffit simplement d'avoir un ridicule 7 sur 20 pour les épreuves sportives. Et un misérable 5/20 pour la résolution de cas pratiques dont le but premier est d'évaluer les capacités rédactionnelles, de compréhension d'une situation professionnelle, d'analyse et de synthèse des candidats ainsi que leur faculté à se projeter dans leurs futures missions. De quoi susciter une certaine hilarité avant de très vite passer à la stupéfaction (après tout ne faut-il pas rire des choses plutôt qu'en pleurer ?).

Sarkozy avait supprimé plus de 10 000 postes de policiers, Macron s'était engagé à créer 10 000 postes. Problème donc, il faut aller vite, alors on baisse les temps de formation et on recrute n'importe qui. Car oui rappelons AUSSI que l'enquête administrative sur les antécédents judiciaires des candidats est également passé à la va-vite, d'où le fait que soient nommés à des postes des recrues ayant comme passif des condamnations pour violences conjugales ou actes de violence en tout genre. Certains peuvent également être remarqué avec des **tatouages ouvertement haineux**. Soit les recruteurs estiment que ceci n'altère en rien la bonne moralité du candidat ou alors est-ce un oubli ? Dans les deux cas c'est inacceptable.

Quel est l'avis de notre cher maire Arnaud Robinet sur le sujet ? Lui qui espérait tant une place au gouvernement.

Comment se positionne l'actuelle présidente du Grand Reims Catherine Vautrin qui fût un temps pressenti au poste de première ministre ?

Robin E.

En permettant aux élèves de partir 50% de temps en plus en stage et en leur proposant une rémunération à la clé, **c'est l'ensemble de la jeunesse qui va se voir arracher, avec son consentement, la Connaissance et l'esprit critique.**

Parlons donc de cette rémunération, on nous annonce 25€ par semaine de stage pour les 2nd, 50€ pour les premières et 75€ pour les terminales ce qui est une rémunération minable. Pour les secondes, **l'heure de travail sera payé environs 0,71€**, la journée de travail à 4,97€. Rappelons, qu'une journée de travail se rémunère à 70,08€ net pour un travailleur.

Sachez aussi que cette rémunération sera payé par l'état, donc par le contribuable. Le gouvernement offre donc de la **main d'oeuvre gratuite**, surtout lorsque l'on sait qu'en stage, les élèves sont soit utilisés pour faire les tâches que les salariés ne veulent pas faire, soit utilisés pour exécuter les mêmes tâches qu'un salarié, ou bien encore, dans les petites entreprises, utilisés pour faire le travail à la place du patron.

Le but de cette rémunération est de détourner les élèves vers le travail afin de satisfaire les économies du patronat, et au passage empêcher de prétendre à de meilleures rémunérations. Les Communistes de Reims sont fermement opposés à cette réforme.

Macron informe également que les lycées professionnels sans « débouché » dans la localité seront fermés. Ceci condamne les élèves qui n'ont pas les moyens d'aller à l'internat, ou de se loger dans d'autres villes, à choisir des filières professionnelles sans intérêt pour eux et, est en totale contradiction avec la volonté de transformation de la « voie par défaut » en « voie par choix ». Seront également imposés dans les lycées des groupes de soutien pour élèves en difficultés, déjà expérimenté dans des lycées, mais n'ayant jamais eu de réel impact. **Le gouvernement impose une pathétique béquille** à l'Éducation Nationale en surchargeant de travail les professeurs, plutôt que de prendre de réelles mesures par une revalorisation du financement de l'Éducation Nationale, une hausse des salaires des enseignants, la multiplication d'infrastructures, du nombre de classes et un recrutement massif de personnel éducatif...